

## Congrès de participation

Discours O. Chastel

09/10/2014

Très chers amis,

D'emblée et en toute franchise, je voudrais vous dire toute la fierté qui m'anime aujourd'hui en tant que militant d'un parti qui, une fois de plus, prend ses responsabilités.

Je pourrais revenir sur nos excellents résultats électoraux du 25 mai dernier mais, ce soir, je veux mettre en avant l'audace, la ténacité et l'exceptionnel sens du compromis de notre Président, Charles Michel.

Charles, ta mission est un succès pour notre Mouvement, pour les électeurs qui nous ont fait confiance mais surtout, pour l'ensemble du pays qui retrouve la voie de la stabilité et du dynamisme.

Le prochain Gouvernement reçoit les moyens pour créer de l'emploi afin de permettre le financement à long terme de la sécurité sociale, des pensions et des soins de santé parce qu'au Mouvement réformateur, nous ne voulons laisser personne aux bords du chemin.

Notre pays a besoin de grandes réformes. Ne rien décider, ne rien faire ou continuer à faire semblant que le système actuel est tenable ou finançable sans problème, c'est mentir !

Voilà pourquoi nous prenons des décisions courageuses et volontaires.

3,8 milliards pour relancer l'économie en renforçant la compétitivité des entreprises au travers d'une diminution des charges qui pèsent sur le travail et d'un saut d'index socialement corrigé.

Car, à ce saut d'index, nous répondons d'une part par une importante correction sociale et une enveloppe bien-être qui sont autant de moyens pour les allocations et les plus petites pensions, et d'autre part, par des mesures renforçant le pouvoir d'achat des travailleurs.

Quant à la réforme des pensions, soyons sérieux : l'âge effectif moyen de départ à la retraite est un des plus bas d'Europe et le coût des pensions est passé de 2006 à 2013, de 25 à 37 milliards d'euros ! Devions-vous rester les bras croisés ? Les mesures proposées en la matière sont progressives, programmées à long terme et ne prennent donc personne par surprise !

En matière d'épure budgétaire, nous ne nous sommes pas contentés de définir les grandes lignes du budget 2015.

Nous avons précisé l'ensemble de notre trajectoire jusqu'à l'équilibre des finances publiques, fin 2018.

Notez que cette trajectoire est assouplie par rapport à notre Programme de stabilité, ce qui nous permet d'étaler l'effort et de rencontrer nos objectifs socio-économiques. Par ailleurs, je suis convaincu que la Commission européenne appréciera à sa juste valeur l'ampleur de nos réformes structurelles.

Notre logique n'est ni l'austérité, ni la rigueur mais bien la responsabilité budgétaire !

Il s'agit donc d'un effort cumulé de plus de 11 milliards d'euros comprenant les mesures nouvelles relatives :

- A la résorption du handicap salarial
- A la protection des allocations et des plus petites pensions
- Au renforcement du pouvoir d'achat des travailleurs
- Enfin, aux mesures spécifiques pour les indépendants

Vous constaterez que l'assainissement financier des pouvoirs publics est entièrement réalisé au travers d'une diminution des dépenses de l'Etat et que l'augmentation des recettes finance donc exclusivement les politiques nouvelles.

L'Etat doit moins dépenser, l'Etat doit mieux dépenser. Des efforts importants seront réalisés en matière de frais tant de personnel, que de fonctionnement et d'investissements.

Par ailleurs, la norme de croissance des soins de santé sera maîtrisée, les mesures de prépensions et de pensions anticipées restreintes, la lutte contre la fraude sociale intensifiée.

Les recettes nouvelles concernent quelques éléments d'harmonisation de TVA ainsi que les accises diesel, tabac et alcool. Mais, chers amis, bonne nouvelle : la bière n'est pas concernée par cette augmentation !!!

La contribution des banques sera augmentée tout comme la taxe sur les opérations de bourse.

Les intercommunales seront soumises à l'impôt des sociétés et la législation sur les boni de liquidation sera revue.

Enfin, la lutte contre la fraude fiscale sera plus efficace.

Je vous ai donc présenté succinctement les éléments de responsabilité budgétaire.

Je voudrais enfin vous dire que nous clôturons d'intenses négociations gouvernementales. Notre Vice-Premier Ministre Didier Reynders a défendu sans relâche nos priorités réformatrices et Charles Michel, notre Président et futur Premier Ministre, a forgé avec détermination la synthèse des positions des 4 partis de la coalition.

Vous l'aurez compris, le prochain Gouvernement a décidé de relever des défis très importants pour notre pays, je ne peux que vous encourager à le soutenir !